

**DEBATTRE LES  
DROGUES**



**EN FAVEUR D'UNE  
REGLEMENTATION**



---

**UN GUIDE A  
L'ARGUMENTAIRE**

---

## **TRANSFORM DRUG POLICY FOUNDATION** **METTRE LES DROGUES SOUS CONTRÔLE**

Transform Drug Policy Foundation est un groupe de réflexion international et caritatif, avec des membres au Royaume-Uni et au Mexique. Nous travaillons à un contrôle des drogues en prônant une régulation stricte de tous les aspects du commerce des drogues. Nous visons à équiper les politiciens et les partisans d'une réforme des outils dont ils ont besoin pour fondamentalement changer l'approche actuelle sur les drogues et créer un monde plus sain et sécurisé.

Transform a émergé en réponse aux échecs successifs des politiques nationales et internationales à l'égard des drogues. Nous attirons l'attention sur le fait que la prohibition elle-même est la cause majeure des dommages individuels, communautaires et nationaux liés aux drogues et devrait être remplacée par un contrôle et une régulation gouvernementale efficace, juste et humaine. Nous exposons une analyse critique de la guerre aux drogues, basée sur des preuves, une nouvelle approche sur les alternatives au régime de prohibition et de répression actuel, ainsi qu'une expertise sur comment argumenter en faveur d'une réforme. En plus de travailler avec une large palette de médias, de sociétés civiles et de groupes professionnels, nous conseillons les gouvernements nationaux et les organisations multilatérales, et avons obtenu le statut de consultant spécial auprès du Conseil économique et social des Nations Unies.

**TRANSFORM**  
Getting drugs under control

[www.tdpf.org.uk](http://www.tdpf.org.uk)

Transform Drug Policy Foundation est une œuvre caritative du Royaume-Uni (n°1100518) et une compagnie (n°4862177)

---

## SOMMAIRE

---

Introduction .....	4
• A propos de ce guide .....	4
• Pourquoi une réglementation légale ? .....	4
• Identifier votre auditoire et établir une entente commune .....	6
1. Qu'est-ce que la réglementation légale ? .....	7
2. Taux d'usage de drogues .....	10
3. Jeunesse et personnes vulnérables .....	13
4. Criminalité .....	16
5. Santé et risque .....	18
6. Sécurité .....	20
7. Développement .....	21
8. Economie .....	22
9. Droits de l'Homme .....	23
10. Moralité .....	25
11. Contexte politique .....	26
12. Combattre plus fort ou plus intelligemment ? .....	27
Références .....	30

---

# INTRODUCTION

---

## A PROPOS DE CE GUIDE

Ce guide est là pour argumenter, avec assurance et autorité, le bien-fondé d'une réglementation légale des drogues. Organisé en 12 sujets clés, il propose un résumé succinct des arguments en faveur d'une réglementation, suivi des inquiétudes communément entendues et des réponses efficaces apportées à celles-ci. Pour une exploration plus en détails des questions et des arguments abordés par ce guide, reportez-vous aux autres publications et ressources disponibles sur [www.tdpf.org.uk](http://www.tdpf.org.uk) et [www.countthecosts.org](http://www.countthecosts.org).

## POURQUOI UNE REGLEMENTATION LEGALE ?

Avant d'exposer les arguments en faveur d'une réglementation légale, il convient de clarifier certains termes récurrents, de façon à éviter la confusion. La « légalisation » est un processus – celui de rendre légales les drogues illégales – mais la « réglementation légale » se réfère au point final de ce processus et se concentre sur les contrôles qui seront mis en place sur la production, l'approvisionnement et l'usage de drogues une fois légalisées. En sus, la « dépénalisation » se réfère plutôt à l'action de supprimer les pénalités criminelles associées à la possession individuelle, tandis que la production et l'approvisionnement demeurent illégaux.

Il est aussi utile d'expliquer ce qui motive les défenseurs d'une réglementation légale. Transform, aux côtés d'autres militants pro-réforme, propose une politique des drogues qui devrait :

- protéger la jeunesse et les plus vulnérables ;
- réduire la criminalité ;
- améliorer la santé ;
- promouvoir la sécurité et le développement ;
- utiliser l'argent efficacement ;
- et protéger les Droits de l'Homme.

L'expérience des 50 dernières années démontre que la prohibition ne peut réaliser ces objectifs, et qu'au contraire elle leur porte atteinte. Ce guide montre, par contraste, comment les modèles de réglementation légale tels que les 5 listés ci-après, peuvent atteindre ces objectifs d'une bien meilleure façon. (1)

- **Prescription** – Les drogues à risques, telles que l'héroïne injectée, sont prescrites aux personnes diagnostiquées comme dépendantes par un praticien médical qualifié. Ce modèle peut également inclure une réglementation supplémentaire, telle que l'obligation de la consommation dans un environnement médical supervisé
- **Pharmacie** – Les professionnels médicaux servent de gardiens de l'accès à certaines catégories de drogues – telles que les amphétamines ou la MDMA – et dispensent des quantités rationnées aux personnes qui souhaitent les consommer. Des contrôles supplémentaires, comme l'octroi de licences d'achat, pourraient aussi être mis en place.
- **Vente sous licence** – Des points de vente sous licence peuvent vendre les drogues bas-risque à un prix déterminé par les autorités compétentes, en conformité avec des conditions de mise en vente strictes, telles que l'interdiction de toute forme de promotion ou de publicité, de la vente d'autres produits sans lien avec la drogue, de la vente aux mineurs, et l'obligation de fournir sur le paquet du produit une information de santé et d'hygiène.
- **Locaux sous licence** – Similaire aux pubs, bars ou « coffee shops » à cannabis, les locaux sous licence peuvent vendre des drogues à bas-risque pour une consommation sur place, sujette à des conditions strictes comme pour la vente sous licence (voir ci-dessus). Une réglementation supplémentaire, telle qu'une responsabilité partielle du revendeur vis-à-vis du comportement des clients, pourrait aussi être mise en place.
- **Vente sans licence** – Les drogues à risque extrêmement bas, comme le café ou l'infusion aux feuilles de coca, ne nécessitent que peu ou pas du tout de licence, la réglementation n'étant nécessaire que pour s'assurer de la qualité de la production et des échanges, ainsi que pour vérifier la conformité de la description et de l'étiquetage du produit (incluant date de péremption et liste d'ingrédients).

Tous ces modèles de réglementation existent déjà et sont opérationnels, sous diverses formes, partout dans le monde. Ils sont là pour contrôler l'intégralité de la distribution légale de tout un éventail de substances psychoactives thérapeutiques, semi-thérapeutiques ou non-thérapeutiques. Le modèle de réglementation proposé par Transform est en cela bien loin d'être radical et peut justement être considéré comme un juste milieu – positionné entre les deux extrêmes que constituent un marché totalement légalisé et la prohibition absolue. (2)

## IDENTIFIER VOTRE AUDITOIRE ET ETABLIR UNE ENTENTE COMMUNE

En utilisant ce guide, il est important de se poser trois questions : qui constitue votre auditoire ? Que voulez-vous qu'il fasse ? Quel contenu aborder et quel ton utiliser ? En répondant à ces questions, vous devriez être en mesure de sélectionner les arguments les plus efficaces pour convaincre votre auditoire ou, s'il le faut, le prendre à contre-pied.

Pour finir, il est utile d'établir des points communs avec votre auditoire ou vos opposants, de façon à démontrer que vous partagez les mêmes envies sur la politique des drogues. En établissant des objectifs communs (comme les 6 précédemment listés), vous créez un point de départ utile à une meilleure exploration des questions clés. Cela vous permet de débattre sur si la politique des drogues actuelle remplit ses objectifs ou non, et sur les approches alternatives possibles pour obtenir de meilleurs résultats. Plus globalement, nous pouvons toujours nous accorder sur le fait que nous voulons mettre les drogues sous contrôle.

---

## 1. QU'EST-CE QUE LA REGLEMENTATION LEGALE ?

---

Les gouvernements responsables ont déjà réglementé de nombreuses activités à risques et d'autres drogues avec succès, notamment l'alcool, le tabac et les médicaments pharmaceutiques. Puisque non « radicale », la réglementation légale est, en fait, la norme. En réalité, la prohibition est la politique radicale.

INQUIETUDE	REPONSE
<p>La réglementation légale voudrait dire un accès aux drogues facilité pour tous</p>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Même si la réglementation légale est parfois comparée à une « libéralisation » ou une « relaxe » de la loi, c'est en fait l'exact opposé qui est recherché : il s'agit d'inclure le marché de la drogue dans la loi, afin que des contrôles stricts puissent être appliqués. De tels contrôles sont impossibles à imposer sous un régime de prohibition.</li><li>• La réglementation permet aux gouvernements responsables de choisir quelles drogues sont accessibles, pour qui et où on peut se les procurer. Sous prohibition, ce sont les criminels qui prennent ces décisions.</li><li>• N'importe qui peut acheter n'importe quelle drogue tant que le marché est contrôlé par les criminels. Les dealers ne demandent pas votre carte d'identité.</li><li>• Dans un système de réglementation légale, de nombreuses pratiques, telles que la vente aux mineurs, demeureraient illégales et sujettes à sanctions.</li><li>• Il est caricatural de dire que les partisans d'une réforme veulent un libre accès aux drogues, ou qu'ils demandent leur mise en vente dans les supermarchés. A l'extrême, il est même irresponsable que l'alcool et le tabac soient vendus de cette façon. Nous devons viser une plus stricte et meilleure régulation, à la fois des drogues illégales et de celles qui ont déjà été légalisées.</li></ul>

## INQUIETUDE

La réglementation légale des drogues serait un dangereux saut dans l'inconnu

## REPONSE

- La prohibition était ce saut dans l'inconnu. Aucune preuve n'avait alors été apportée quant à l'efficacité d'un tel procédé. Aujourd'hui, après un demi-siècle de cette politique, nous savons à quel point celle-ci est contreproductive et coûteuse.
- Nous avons déjà réglementé nombre de pratiques et substances à risques avec efficacité. Même certaines drogues interdites pour un usage non-médical – incluant les opiacés, amphétamines, cocaïne ou cannabis – sont sagement produites pour l'usage médical sans toute la violence, la criminalité et le chaos apportés par le trafic illégal.
- Il n'y aurait pas une seule approche universelle : plus la prise d'une drogue présente un risque, plus les contrôles seraient stricts. Les drogues présentant un moindre risque pourraient, par exemple, être vendues par des commerçants habilités, tandis que les drogues plus risquées ne seraient disponibles qu'avec prescription médicale pour les personnes diagnostiquées dépendantes. L'approvisionnement des plus dangereuses, comme le crack, resterait prohibé.
- Nous pouvons appliquer les leçons apprises du contrôle des autres pratiques et substances à risques – tel que l'alcool, le tabac, les drogues prescrites, les jeux d'argent et la prostitution – de manière à assurer que la régulation promeuve la sécurité et la santé publiques.
- Rome ne s'est pas faite en un jour : il faudra avancer précautionneusement et par phases, sur la base de l'expérimentation, avec une politique qui pourra s'adapter et évoluer en fonction. Si ces politiques ne fonctionnent pas, elles pourront être revisitées et, si nécessaire, révoquées.

## INQUIETUDE

Il est naïf de voir la réglementation comme une « balle d'argent » venue résoudre tous les problèmes causés par la drogue

## REPONSE

- C'est un argument biaisé. Personne ne clame que la réglementation va résoudre tous les problèmes liés à la drogue. Toutefois, c'est bien une « balle en argent » pour nombre des désastreux problèmes liés à la prohibition de la drogue.
- Pour prendre en compte de façon sensée les questions liées aux drogues, la réglementation légale doit être accompagnée d'avancées en termes de santé, d'éducation, de prévention, de traitement et de suivi, ainsi que par des actions auprès des personnes touchées par la pauvreté, l'inégalité et l'exclusion.

## 2. TAUX D'USAGE DE DROGUES

Plus de 50 ans de prohibition, et plus de mille milliards de dollars dépensés en répression, ont échoué à empêcher l'essor dramatique de l'usage illicite de drogues, avec plus de 240 millions d'usagers dans le monde à l'heure actuelle. Des faits peu surprenants, étant donné que la recherche montre constamment que la criminalisation ne dissuade pas l'usage. Contrairement à certaines croyances, la réglementation légale signifie simplement que la disponibilité de la drogue est contrôlée, pas augmentée. Toutefois, même si le taux d'usage de drogues continue d'augmenter dans un système régulé, globalement les dommages sociaux et sanitaires chuteraient de façon significative.

INQUIETUDE	REPONSE
<p>Sans criminalisation pour dissuader de l'usage, le taux de consommateurs augmenterait dramatiquement</p>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Des études comparatives sur les différentes législations concernant les drogues autour du monde ne montrent aucun lien entre sévère répression et taux d'usage. (3) (4) La théorie selon laquelle la criminalisation a un effet significatif sur le taux d'usage, ce qu'avance la politique de prohibition, ne repose sur aucune preuve.</li><li>• En Hollande, où la possession et le stockage de cannabis est légal en pratique, les taux de consommation sont à peu de choses près les mêmes que la moyenne européenne. (5)</li><li>• Quand le Portugal a dépénalisé la possession de toute drogue en 2001, l'usage n'a pas augmenté comme le craignaient certains. Après dix ans, le taux reste en deçà de la moyenne européenne. (6)</li><li>• Dans de nombreux pays, l'usage de tabac est moitié moins ce qu'il était il y a 30 ans. (7) Cette réduction a pu être atteinte sans interdiction ou criminalisation des fumeurs : elle est le résultat de l'éducation à la santé et d'une régulation du marché plus stricte, chose seulement possible parce que le tabac est une substance légale.</li><li>• Le taux d'usage des drogues est souvent confondu avec les taux de dommages causés par celles-ci, mais la vaste majorité des usages est non-problématique. Plutôt que de se concentrer inutilement à essayer de réduire l'usage, les politiques devraient chercher à réduire les dommages liés à la consommation.</li></ul>

INQUIETUDE	REPONSE
<p>La réglementation va augmenter la disponibilité des drogues</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La réglementation légale signifie une disponibilité contrôlée, et non pas augmentée, avec des contrôles plus précis et adaptés à ce qui sera vendu, à qui et où. En prohibant, on ne fait aucun de ces contrôles.</li> </ul>
<p>Des entreprises motivées par le profit vont créer des marchés de drogue et promouvoir leur usage</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les drogues n'ont pas nécessairement besoin d'être mises en vente sur un marché commercial. Il existe des options alternatives, comme des institutions d'Etat ou des organisations sans but lucratif, qui pourraient gérer le marché de la drogue avec efficacité, en supprimant le facteur lucratif qui pourrait encourager la consommation ou l'initiation.</li> <li>• Nous pouvons apprendre des erreurs commises avec le contrôle de l'alcool et du tabac. Le taux de consommateurs d'alcool et de tabac est le résultat de décennies de publicité, apposées généralement sur des marchés non-régulés. Dans l'état actuel, tout est vierge et reste à faire : nous pouvons mettre en place une régulation optimale dès le début, en contrôlant tous les aspects du marché.</li> <li>• Nous devons faire un choix : le marché de la drogue peut être contrôlé par des criminels, ou par des médecins et des pharmaciens. Il n'y a pas de troisième option dans laquelle la drogue n'existe pas.</li> <li>• Les critiques à l'encontre des compagnies commerciales sont tout à fait légitimes. Néanmoins, contrairement aux bandes de crime organisé, elles sont encadrées par les gouvernements, paient des taxes et doivent répondre devant la loi de leurs actes, peuvent faire l'objet de réunions de consommateurs et, surtout, ne régulent pas leurs échanges quotidiens par la violence.</li> </ul>

INQUIETUDE	REPONSE
<p>La consommation de drogues est en recul. Nous ne devrions pas risquer d'inverser cette tendance en légalisant</p>	<ul style="list-style-type: none"><li data-bbox="325 145 1013 414">• L'actuel nombre de personnes consommatrices de drogues est tellement élevé que cela crée des problèmes significatifs de sécurité, de criminalité et de santé. Même si l'usage de certaines drogues est en baisse, la prohibition laisse de trop nombreuses personnes consommer des drogues non-régulées de manière dangereuse, ainsi qu'un vaste marché entre les mains du crime organisé.</li><li data-bbox="325 414 1013 564">• Les recherches montrent constamment que les taux d'usage de drogue varient en fonction des tendances culturelles, sociales ou économiques, et pas en fonction de l'intensité de la répression. (8)</li></ul>

### 3. JEUNESSE ET PERSONNES VULNERABLES

Au lieu de protéger les plus jeunes et les plus vulnérables, la guerre aux drogues les a confrontés à des risques encore plus grands – des dommages relatifs à l’usage jusqu’au risque d’être entraîné dans la violence et le chaos des marchés contrôlés par le crime. Nous souhaitons un marché réglementé par des autorités gouvernementales responsables, combinées à la réorientation des dépenses liées à la répression vers des programmes de prévention étudiés et à destination des plus jeunes.

#### INQUIETUDE

La prohibition permet d’empêcher à la drogue d’arriver dans les mains des jeunes. Légaliser augmenterait leur possibilité d’accès à celle-ci.

#### REPONSE

- La prohibition s’est montrée extrêmement inefficace pour empêcher les jeunes d’avoir accès à la drogue.
- Une politique efficace de réglementation légale, incluant des restrictions d’âge, peut limiter l’accès des plus jeunes à ces substances.
- Nous devons évidemment mettre tout en œuvre pour empêcher les mineurs de prendre de la drogue. Toutefois, s’il arrive qu’un jeune obtienne des drogues légales normalement adressées à un adulte, il sera nettement mieux protégé qu’en les obtenant dans la rue, notamment par le contrôle qualité et les informations contenues avec le produit.
- Pour les jeunes arrêtés pour consommation, la pénalisation peut réduire leurs chances de réussite dans la vie, et entraîner la marginalisation.
- La production et l’approvisionnement via des réseaux criminels augmentent les dangers associés à l’usage de drogues, en encourageant les jeunes à consommer des produits à risques dans des environnements à risques.

INQUIETUDE	REPONSE
<p>La Convention internationale des Droits de l'Enfant impose une tolérance zéro pour protéger les enfants des dangers de la drogue</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Convention Internationale des Droits de l'Enfant appelle à la protection des enfants, pas à la punition ni à la criminalisation. La guerre aux drogues est en contradiction avec l'accent mis par la Convention sur les droits humains et la santé, des considérations qui doivent être une priorité dans le développement d'une politique sur les drogues.</li> </ul>
<p>La Justice Pénale envoie le message que l'usage de drogues est dangereux et inacceptable</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il n'est pas du ressort de la Justice Pénale d'envoyer des messages de santé publique et, lorsque cela a été essayé, cela n'a jamais fonctionné.</li> <li>• Les économies réalisées sur les budgets alloués à la répression, ainsi que les taxes sur les ventes de drogue, pourraient être réutilisées pour créer de nouveaux programmes de sensibilisation et d'éducation ciblés.</li> <li>• La réglementation, et le contrôle qu'elle permet sur l'emballage, les revendeurs ou les points de vente, offre beaucoup plus d'opportunités pour diffuser des messages sur les dangers de la consommation.</li> <li>• Le déclin de la consommation de tabac dans de nombreux pays (9) montre que la menace de pénalisation n'est pas utile pour faire prendre conscience à tous des risques liés à l'usage de drogues. Une régulation plus stricte et une meilleure éducation quant aux questions de santé sont des manières plus efficaces et plus humaines d'encourager les gens à faire le choix d'une hygiène de vie plus saine.</li> </ul>

## INQUIETUDE

La prohibition protège les plus vulnérables et marginalisés dans notre société. La légalisation les placerait face à plus de risques

## REPONSE

- La prohibition est le carburant de la marginalisation des plus vulnérables. C'est une politique qui discrimine et stigmatise les consommateurs de drogues, les pauvres, les femmes, les jeunes et, en particulier, les minorités ethniques. Malgré le fait que les personnes blanches et les personnes noires consomment à des taux presque égaux, les personnes noires ont beaucoup plus de risques de se faire arrêter, persécuter ou incarcérer suite à des infractions relatives à la drogue. (10) (11)
- Même si les personnes pauvres ne sont pas plus consommatrices que le reste de la population, elles sont beaucoup plus sujettes aux dommages résultant de leur usage. (12)

## 4. CRIMINALITE

Au lieu de réduire la criminalité, la prohibition la provoque. L'illégalité des drogues a créé une sorte d'alchimie, transformant les plantes en des produits consommables parfois plus chers que leur poids en or. Ceci offre un motif supplémentaire pour les groupes criminels, décidés à contrôler ou intégrer le marché de la drogue pour faire d'énormes profits. L'inflation qui touche les prix alimente les délits de proximité, puisque les personnes dépendantes sont parfois obligées de voler pour pouvoir acheter leur produit. Au final, et à travers sa réponse punitive sur l'usage, la prohibition criminalise des millions de personnes – particulièrement les plus vulnérables et marginalisées – qui, en dehors de leur consommation, sont aussi respectueuses de la loi que la moyenne.

### INQUIETUDE

Retirer le contrôle des drogues des mains des criminels ne les fera pas disparaître ; ils ne feront que réorienter leur activité sur d'autres opportunités

### REPONSE

- Les autres opportunités criminelles existent, mais elles sont déjà contrôlées, et parfois même financées par les profits engrangés grâce au marché des drogues illégales. Une réglementation légale supprimerait une des plus larges organisations criminelles au monde, aujourd'hui et dans le futur.
- Cet argument sous-entend qu'il faudrait maintenir la prohibition pour permettre aux criminels de rester occupés. En suivant cette logique, il faudrait ne jamais prévenir n'importe quel crime, pour éviter que d'autres ne soient commis à la place.
- Même s'il est possible de se recycler dans d'autres activités criminelles, il y aurait un recul général significatif de la criminalité. Cela stopperait également les mesures répressives qui ne font que déplacer la production et l'approvisionnement de la drogue – ainsi que toute la violence qui en découle – vers d'autres endroits plutôt que de purement l'éliminer (ce qu'on appelle « effet ballon »).
- Mettre fin à la prohibition libérerait des ressources pour lutter contre d'autres crimes. Et ce défi de la suppression des cartels serait davantage réalisable car la réduction des profits des criminels réduirait également leur puissance.

INQUIETUDE	REPONSE
<p>La réglementation légale signifie un adoucissement à l'égard de la criminalité</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La réglementation est intraitable envers le crime. Les personnes qui y sont le plus opposées sont les criminels qui réalisent d'énormes profits grâce à la prohibition.</li> <li>• Une proportion significative de vols à l'arrachée ou de biens est commise par des personnes dépendantes qui doivent voler pour maintenir leur consommation. Lorsque la Suisse a fourni un approvisionnement régulé d'héroïne aux personnes dépendantes, les taux de vols ont chuté de moitié. (13)</li> </ul>
<p>A l'évidence, nous réduirions le crime en légalisant les drogues. Mais dans ce cas, pourquoi ne pas légaliser le meurtre ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il n'y a absolument aucune équivalence entre un usage adulte de drogue et le meurtre. Le premier est une activité consentie qui implique une décision personnelle autour de ce que les individus font de leur propre corps. Le second, par définition, est une activité commise à l'encontre du consentement d'autrui, avec l'intention de faire du mal.</li> </ul>

---

## 5. SANTE ET RISQUE

---

La prohibition a créé un véritable désastre sanitaire humain. En laissant des substances potentiellement dangereuses aux mains du crime organisé, et en pénalisant et marginalisant leurs consommateurs, la prohibition accroît les risques sanitaires liés à l'usage de drogues. La réglementation légale protège la santé : les gouvernements peuvent contrôler la disponibilité et s'assurer de la pureté ou de la puissance d'une drogue. Les consommateurs sont conscients de ce qu'ils prennent et sont clairement informés des risques de santé, et sur comment les minimiser.

### INQUIETUDE

Les drogues sont dangereuses – c'est pourquoi elles sont illégales

### REPONSE

- Nous devons réguler les drogues précisément parce qu'elles sont potentiellement dangereuses, pas parce qu'elles sont inoffensives.
- Même s'il est vrai que l'usage de drogues, légales ou non, comporte des risques, ces risques sont particulièrement élevés lorsque la production et l'approvisionnement des drogues sont contrôlés par les réseaux criminels.
- La prohibition accroît les risques sanitaires associés à l'usage. Cela pousse le marché à s'intéresser à des produits moins coûteux (crack) peu importe le risque, ce qui entraîne la consommation de drogues sans connaître leur composition, encourage les modes de consommation à haut risque et dans des endroits dangereux, et force les personnes consommatrices à entrer en contact avec des criminels potentiellement violents.
- Sous prohibition, la pénalisation de l'usage entraîne la réticence des consommateurs à consulter une aide médicale quand ils en ont besoin.

INQUIETUDE	REPOSE
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les médecins sont parfois dans l'incapacité d'apporter des traitements appropriés, parce que les patients ne connaissent pas eux-mêmes les différents produits contenus dans ce qu'ils ont pris.</li> <li>• Les dépenses croissantes dilapidées dans des renforcements contreproductifs de la répression anti-drogue ont réduit les budgets alloués aux programmes de prévention, de réduction des risques et de traitement qui ont d'ores et déjà fait leur preuve.</li> </ul>
<p>La conduite sous l'emprise de drogues augmenterait, et les employés iraient travailler sous l'influence de drogues</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conduire sous influence d'alcool ou d'autres drogues est illégal et le resterait, peu importe le statut dépénalisé ou régulé de celles-ci.</li> <li>• Dans de nombreux pays, de significatives réductions sur le taux de conduite en état d'ivresse ont été réalisées grâce à l'éducation et une répression efficace. L'alcool n'a pas été prohibé pour autant.</li> <li>• Les employés seraient toujours liés par contrat et interdits de travailler sous l'influence de n'importe quelle drogue. La baisse de l'efficacité ainsi que la sécurité du travailleur et de son environnement doivent être notre inquiétude première, quelque soit le statut légal des drogues.</li> </ul>

## 6. SECURITE

Considérer les drogues comme une menace pour la sécurité, et les prohiber, a contribué à renforcer les organisations criminelles et les fonctionnaires corrompus, et facilité à la fois leurs profits et leur puissance de feu pour entrer en conflit avec les institutions gouvernementales et l'Etat légitime.

### INQUIETUDE

Les drogues et le crime organisé sont une menace à la sécurité de régions entières ; nous devons les combattre

### REPONSE

- Par définition, les drogues ne sont pas une menace pour la sécurité – pas plus que l'alcool, le tabac ou les médicaments. Le risque apparaît en tant que résultat de la prohibition, qui délègue le contrôle du marché aux groupes de crime organisé, jusqu'à parfois les faire devenir si puissants qu'ils peuvent rivaliser avec la sécurité régionale et nationale. Stopper la prohibition et mettre les marchés sous contrôle des gouvernements réduiraient significativement cette menace.
- L'utilisation de forces militaires ou policières radicales pour tacler le crime organisé ne fait que fragiliser la sécurité, car la population alentour peut rapidement se retrouver au milieu des violents conflits qui opposent les autorités aux criminels, les bandes aux gangs rivaux.
- Les mesures répressives ne font que déplacer la production et l'acheminement de la drogue – et de la criminalité et violence associées – dans d'autres endroits plutôt que de les éliminer.
- Dans un marché illégal, les relations sont souvent régulées par la violence, ce qui n'est pas le cas sur un marché légal. La prohibition contribue à l'augmentation du nombre de morts liées à des règlements de compte ou à la guerre pour le contrôle du territoire entre différents groupes criminels. Des personnes non impliquées dans ces groupes peuvent aussi être les victimes collatérales de ces violences. La régulation du marché peut réduire significativement les niveaux de violence et d'homicide liés aux organisations criminelles.

## 7. DEVELOPPEMENT

La prohibition cause des difficultés à l'essor urbain dans les zones de production ou de transit de la drogue. Elle finance et renforce les groupes de crime organisé qui peuvent ensuite corrompre les politiques, déstabiliser les institutions, dissuader les investisseurs et dilapider de précieuses ressources dans une répression contreproductive. La réglementation légale inverserait cette tendance.

INQUIETUDE	REPONSE
Les drogues et le crime organisé sont une menace au développement de régions entières, alors nous devons les combattre.	<ul style="list-style-type: none"><li>• La prohibition nourrit la corruption et la violence qui nuisent toutes deux activement au développement.</li><li>• La croissance inexorable et la puissance des groupes criminels organisés ont provoqué la création de régions désormais comparables à des zones de conflits armés. Plus le conflit dure, plus difficile sera le processus de reconstruction post-« guerre aux drogues ».</li><li>• L'implication dans le trafic illégal de drogues entraîne la marginalisation de populations déjà vulnérables, et le caractère secret de leurs activités les rend invisibles aux politiques et au débat public. Les régions liées à l'économie criminelle se voient également stigmatisées, ce qui freine l'implantation d'alternatives au développement économique.</li></ul>
Dans de nombreux pays, les institutions sont trop faibles pour réguler le marché des drogues	<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre d'institutions voient leur pouvoir diminué par la corruption et la violence que la prohibition a générées. Réduire la corruption et la violence liées à la drogue aiderait à rendre l'environnement plus propice à la création d'institutions sur le long-terme.</li><li>• Certaines formes de régulation des drogues sont bien meilleures qu'aucune régulation, ce qui arrive lorsque le marché est entièrement laissé aux mains du crime organisé.</li><li>• La régulation n'est pas réalisable de la même manière partout. Par exemple, la production illicite de pavot à opium en Afghanistan serait amenée à être fortement réduite si la demande globale d'opium était assurée via une offre légale.</li></ul>

---

## 8. ECONOMIE

---

En plus de coûter chaque année plus de 100 milliards de dollars, la guerre aux drogues produit de désastreux dommages collatéraux, financiers ou sociaux. Passer à une politique de régulation légale libèrerait les budgets gâchés en répression et permettrait de les réorienter vers d'autres priorités en termes de répression ou d'autres domaines politiques, comme l'éducation et la santé.

### INQUIETUDE

Légaliser les drogues serait bien trop coûteux, aussi bien dans l'application du cadre imposé que dans les dépenses sanitaires liées à l'augmentation du nombre de consommateurs

### REPONSE

- Même s'il y aura des dépenses liées au passage à une approche de réglementation, elles seront faibles comparées aux coûts de la prohibition.
- La réglementation légale signifie à la fois des économies réalisées par l'arrêt d'un combat inutile et contreproductif contre les drogues, et par l'argent généré par les taxes.
- Sous prohibition, les ressources sont utilisées pour une répression contreproductive, aux dépens de programmes d'aide à la santé qui ont fait leur preuve.
- Tout revenu généré par les ventes de drogues réglementées peut aider au financement de programmes d'intervention liés à la santé tels que la prévention, la réduction des risques ou le traitement.
- Même si l'usage augmente, les dommages sanitaires et les coûts financiers seront réduits, apportant un net bénéfice à la société en général.

---

## 9. DROITS DE L'HOMME

---

En faisant de la répression une priorité, la prohibition a mis les Droits de l'Homme à l'écart, menant jusqu'à des dérapages systématiques dans la prise en charge des personnes consommatrices de drogues. Les actions policières et militaires liées à la répression anti-drogue font rarement l'objet d'examen minutieux, et les responsables d'abus sont rarement incriminés. La politique relative aux drogues devrait protéger et garantir les droits humains, et non pas leur porter atteinte.

### INQUIETUDE

Les droits des personnes qui consomment des drogues ne devraient pas prendre le pas sur la santé et le bien-être de la société

### REPONSE

- La guerre aux drogues est, en réalité, une guerre contre les personnes, une guerre qui touche tous les secteurs de la société, et plus particulièrement les plus marginalisés et vulnérables. Cela inclut non seulement les usagers de drogues mais aussi les femmes, les plus jeunes, les pauvres, les communautés indigènes et les minorités ethniques.
- Même s'il n'y a aucun droit légal spécifique à la prise de drogues, la pénalisation de l'usage adulte et consenti de drogues entre en conflit avec de nombreux droits internationalement reconnus, notamment le droit à la vie privée, la santé, la culture et la liberté de croyance et de pratique.
- Les lois relatives à la drogue qui criminalisent l'usage personnel sont en contradiction avec la loi qui régule d'autres activités comparables impliquant une prise de risques ou des dommages corporels auto-infligés par des adultes consentants, tels que les sports dangereux, les relations sexuelles non-protégées et la consommation de drogues légales, comme l'alcool ou le tabac. Ces activités ne sont peut-être pas judicieuses et doivent même être activement déconseillées, mais ne devraient pas être considérées comme des crimes.

INQUIETUDE	REPONSE
<p>La prohibition protège les droits de ceux qui ne prennent pas de drogue</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'absence d'examen de l'application des Droits de l'Homme dans de nombreuses régions de production ou de transit a créé une culture d'impunité, dans laquelle la torture, l'enlèvement, le viol, l'exécution et tant d'autres violations graves des droits sont désormais la norme.</li> <li>• Lors de l'intensification de situations de conflits, la possibilité pour les citoyens d'exercer leurs droits est progressivement diminuée. Droits civils et politiques, économiques, sociaux et culturels, indigènes et environnementaux, en ont tous souffert à des degrés différents.</li> </ul>
<p>De multiples traités internationaux dictent qu'une violente réponse aux drogues est nécessaire pour protéger les citoyens du monde entier</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une grande partie de la législation internationale à l'égard des drogues est largement périmée. Le traité international principal des Nations Unies, par exemple, a été érigé il y a plus d'un demi-siècle. Nous avons besoin d'un cadre de régulation internationale moderne en corrélation avec les objectifs et qui respecte, plutôt que de les diminuer, la santé et les Droits de l'Homme.</li> </ul>

---

## 10. MORALITE

---

Même si nombreux sont ceux qui pensent que consommer des drogues est immoral, cela ne devrait pas être considéré comme un crime. D'autres activités, comme le pari d'argent, l'adultère ou même l'homosexualité, sont jugées par certains comme étant immorales, mais ne sont pas pour autant pénalisées dans nos sociétés modernes.

INQUIETUDE	REPONSE
C'est mal de prendre des drogues, donc il serait mauvais d'encourager leur usage en les légalisant.	<ul style="list-style-type: none"><li>• Appuyer la réglementation légale ne veut pas dire revendiquer l'usage, pas plus que de devenir un militant « pro-drogue ».</li><li>• Les sociétés civilisées et tolérantes ne devraient pas avoir recours à des sanctions pour imposer leur jugement moral sur des adultes dont les actions n'ont pas d'impact négatif sur les autres.</li><li>• Mettre en place une politique saine, juste et humaine à l'égard des drogues est la réponse la plus morale pouvant être faite à l'usage – et cela passe par la réglementation.</li></ul>
Les gens ne devraient pas acheter de drogues provenant d'un marché criminel et violent	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les gens ne devraient pas acheter des produits de consommation qui sont produits ou vendus via des filières qui causent des dommages significatifs. Mais, étant donné que les gens continueront à acheter des drogues, la seule façon d'éliminer ces dommages est de mettre fin à la prohibition et que les gouvernements réglementent leur production et leur vente.</li></ul>

INQUIETUDE	REPONSE
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Comme avec le tabac et l'alcool, la plupart des personnes qui consomment des drogues ne les achèteraient pas sur un marché criminel, si le choix leur était donné. Donc, si nous sommes véritablement concernés par les effets destructeurs du trafic illicite, nous devrions donner aux consommateurs de drogues une alternative plus éthique.</li> </ul>

## 11. CONTEXTE POLITIQUE

Le rôle premier des gouvernements responsables est de prendre soin de ses citoyens. En suivant la politique de prohibition, les gouvernements font précisément l'opposé: ils mettent la santé des gens et leur bien-être en danger. La réglementation est la façon la plus responsable de protéger les citoyens des dommages potentiels, à la fois de l'usage et du trafic.

INQUIETUDE	REPONSE
<p>Seule une petite minorité de la population soutient la légalisation</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans de nombreux pays, l'appui pour une réforme prend de plus en plus d'importance, entre autres aux Etats-Unis où plus de 50% de la population est aujourd'hui en faveur d'une légalisation du cannabis. <small>14</small></li> <li>Dans un nombre croissant d'Etats américains, des initiatives menées par les citoyens ont eu pour résultat la légalisation du cannabis.</li> <li>C'est une question de direction politique. En Uruguay, par exemple, les politiques ont mené le débat, introduisant un système strict de régulation du marché du cannabis, malgré un manque de soutien initial de la population.</li> <li>Des grands leaders mondiaux présents ou passés deviennent de plus en plus enclins à une réforme, sans pour autant être diabolisés par les médias, puisqu'il devient de plus en plus clair qu'ils sont du bon côté de l'histoire.</li> </ul>

INQUIETUDE	REPONSE
<p>Les puissances mondiales et les Conventions des Nations Unies sont d'insurmontables obstacles à une réforme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les Etats-Unis et l'Uruguay ont déjà réglementé le marché du cannabis, malgré leur statut de signataires des traités internationaux anti-drogue.</li> <li>• Il y a aujourd'hui des mouvements protestataires même dans les hautes sphères ; le débat et les réformes prennent place dans le monde entier. Il n'est plus question de savoir quand le système de contrôle des drogues sera réformé, mais de quelle façon il le sera.</li> <li>• L'influence des Etats-Unis pour imposer une guerre aux drogues dans le monde entier a diminué à mesure que des Etats américains comme le Colorado et Washington légalisent le cannabis.</li> <li>• Même si les Etats membres des Nations Unies ont une liste d'obligations internationales de longue durée, ils ont également la responsabilité de changer leurs politiques qui ont clairement échoué et causent des dommages à leurs citoyens.</li> </ul>

## 12. COMBATTRE PLUS FORT OU PLUS INTELLIGEMENT

Depuis plus de 50 ans, la prohibition anti-drogue mondiale a été un désastre. Se battre davantage en ce sens ne peut qu'empirer les choses, mais quelques étapes importantes peuvent réduire certains dégâts opérés par la guerre aux drogues. Cela inclut une réorientation de la politique vers des objectifs de santé, une dépénalisation de la possession de drogue et une stratégie de ciblage à l'encontre des criminels les plus violents. Toutefois, et puisque c'est la prohibition elle-même qui crée l'illégalité du marché et ses dommages collatéraux, la seule solution durable est de remplacer la guerre aux drogues par une réglementation légale responsable qui protège les enfants, améliore la santé, réduit le crime et économise l'argent public.

CONCERN	RESPONSE
<p>La guerre aux drogues peut être gagnée en durcissant le combat, en investissant plus et en imposant des peines plus lourdes aux criminels</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'approche pénale menée par la Justice contre les drogues impose déjà des sanctions disproportionnées et remplit les prisons d'usagers et de trafiquants non-violents. Intensifier la même approche n'amènera pas de résultats différents.</li> </ul>

## INQUIETUDE

## REPONSE

- Là où la demande en drogues est forte, la prohibition ne fait qu'offrir des opportunités de profits aux criminels. Chaque interruption dans la production et l'approvisionnement ne fait qu'augmenter les prix, ce qui motive d'autant plus de criminels à investir le marché. Ainsi, peu importe le nombre de champs brûlés ou de réseaux démantelés, ils seront toujours remplacés.
- La pénalisation et les arrestations de masse donnent un faux sentiment de sécurité. Elles permettent aux politiciens de donner l'illusion qu'ils ont le problème en main mais, au lieu d'effectivement résoudre le problème, ils drainent les ressources déjà limitées et nourrissent la marginalisation de communautés vulnérables ou de groupes exposés au risque.

L'approche actuelle n'est pas une « guerre aux drogues », c'est une stratégie complète mêlant traitement, prévention et éducation en plus de la répression.

- Le traitement, la prévention et l'éducation jouent un rôle essentiel dans une politique efficace à l'égard des drogues. Mais ces interventions de santé à l'efficacité prouvée sont mises à mal par la répression punitive ciblée sur les populations que nous cherchons en même temps à aider. Mettre en lumière les preuves de l'efficacité des interventions sanitaires ne doit pas cacher les limites de la répression.
- Dans de nombreux pays producteurs ou de transit, les effets de la prohibition sont tellement dévastateurs que la situation est similaire à celle d'une zone de guerre. Et, dans de nombreux pays consommateurs, une vaste majorité du budget alloué au traitement de la drogue est dépensé dans la répression punitive et l'incarcération.

## INQUIETUDE

Nous sommes d'accord que punir les usagers de drogues n'est pas la bonne approche, ce pourquoi de nombreux pays ont dépénalisé l'usage et la détention. Mais il est de notre devoir de poursuivre les dealers.

## REPOSE

- La dépénalisation de la détention et de l'usage est un premier pas positif en direction d'une réforme du régime prohibitionniste actuel. Toutefois, la dépénalisation seule ne viendra pas à bout des plus grands dégâts de la prohibition – tels que les hauts taux de criminalité, la corruption et la violence, les marchés illicites massifs, et les dommages sanitaires liés aux drogues produites en l'absence de contrôles<sup>15</sup>

---

## REFERENCES

---

1. Pour plus d'informations sur la réglementation légale en pratique, se référer à 'After the War on Drugs: Blueprint for Regulation'. <http://www.tdpf.org.uk/resources/publications/after-war-drugs-blueprint-regulation>
2. Pour un graphique du spectre de la politique des drogues, se référer à 'How to Regulate Cannabis: A Practical Guide', p. 28. <http://www.tdpf.org.uk/resources/publications/how-regulate-cannabis-practical-guide>
3. Degenhardt, L. et al. (2008) 'Toward a Global View of Alcohol, Tobacco, Cannabis, and Cocaine Use: Findings from the WHO World Mental Health Surveys', PLoS Medicine, vol. 5, no. 7. <http://www.plosmedicine.org/article/info%3Adoi%2F10.1371%2Fjournal.pmed.0050141>
4. Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (2011a) 'Looking for a relationship between penalties and cannabis use'. <http://www.emcdda.europa.eu/online/annual-report/2011/boxes/p45>
5. Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (2013) 'Prevalence maps — prevalence of drug use in Europe'. <http://www.emcdda.europa.eu/countries/prevalence-maps>
6. Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (2011b) 'Drug policy profiles — Portugal', p. 20. <http://www.emcdda.europa.eu/publications/drug-policy-profiles/portugal>
7. Par exemple, le taux de fumeurs en Angleterre était de 20% en 2010, contre 38% en 1980. Health and Social Care Information Centre (2013) 'Statistics on Smoking: England, 2013'. <http://www.hscic.gov.uk/catalogue/PUB11454/smok-eng-2013-rep.pdf>
8. Voir références 3 et 4.
9. Voir référence 7.
10. Human Rights Watch (2009) 'Decades of Disparity: Drug Arrests and Race in the United States'. [http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/us0309web\\_1.pdf](http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/us0309web_1.pdf)
11. Communiqué (2013) 'The Numbers in Black And White: Ethnic Disparities In The Policing And Prosecution Of Drug Offences In England And Wales'. <http://www.release.org.uk/publications/numbers-black-and-white-ethnic-disparities-policing-and-prosecution-drug-offences>
12. Hannon, L. et Cuddy, M. M. (2006) 'Neighborhood ecology and drug dependence mortality: an analysis of New York City census tracts', American Journal of Drug and Alcohol Abuse, vol. 32, no. 3, pp. 453-63. <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/16864473>
13. Killias, M. et Aebi, M. F. (2000) 'The Impact Of Heroin Prescription On Heroin Markets In Switzerland', Crime Prevention Studies, vol. 11, pp. 83-99. [http://www.popcenter.org/library/crimeprevention/volume\\_11/04-Killias.pdf](http://www.popcenter.org/library/crimeprevention/volume_11/04-Killias.pdf)
14. Swift, A. (2013) 'For First Time, Americans Favor Legalizing Marijuana', Gallup Polling, 22/10/13. <http://www.gallup.com/poll/165539/first-time-americans-favor-legalizing-marijuana.aspx>
15. Adapté de: Drug Policy Alliance (2014) 'Why is Marijuana Decriminalization Not Enough?'. <http://www.drugpolicy.org/resource/why-marijuana-decriminalization-not-enough>

---

## REMERCIEMENTS

---

### AUTEURS (par ordre alphabétique)

Danny Kushlick, George Murkin, Martin Powell, Steve Rolles et Lisa Sánchez

### DESIGN ET MISE EN PAGE

George Murkin

### MERCI DE LEUR SOUTIEN

Fundación Azteca de Grupo Salinas, The Esmée Fairbairn Foundation, The Linnet Trust, Glass House Trust, Ken Aylmer, Henry Hoare, Paul Birch, d'autres donateurs individuels, et toute l'équipe de Transform ainsi que ses bénévoles.

*Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles des auteurs et de Transform Drug Policy Foundation, mais pas nécessairement celles de ses contributeurs, financeurs et sympathisants de l'organisation.*

Copyright © 2014 Transform Drug Policy Foundation. Pour plus d'informations, veuillez contacter Transform Drug Policy Foundation au +44 (0)117 325 0295 ou à [info@tdpf.org.uk](mailto:info@tdpf.org.uk)



« Transform a été à la pointe de l'analyse des politiques relatives aux drogues depuis près de 20 ans et est une ONG de plus en plus considérée comme une des forces motrices pour une réforme globale »

---

**RUTH DREIFUSS**

**ANCIEN PRESIDENT DE LA SUISSE**

**ET MEMBRE DE LA COMMISSION GLOBALE DE LA POLITIQUE AUX DROGUES**

---

## **DEBATTRE LES DROGUES : EN FAVEUR D'UNE REGLEMENTATION LEGALE**

Ce guide est là pour argumenter, avec assurance et autorité, le bien-fondé d'une réglementation légale des drogues. Organisé en 12 sujets clés, il propose un résumé succinct des arguments en faveur d'une réglementation, suivi des inquiétudes communément entendues et des réponses efficaces apportées à celles-ci. Ce guide est le résultat des débats organisés par Transform autour de la question d'une réglementation légale à l'égard des drogues, et propose aux partisans d'une réforme un cadre argumentaire et des messages nuancés pour tous les auditoires.

« La conférence de Transform à Mexico sur la façon d'argumenter son propos en faveur d'une réforme dans la politique aux drogues, et sur la réglementation légale en particulier, était inestimable. Cela devrait être transmis à toutes les personnes désireuses d'une réforme des lois relatives aux drogues et de tous les politiciens considérant que le changement est possible. »

---

**AMBASSADEUR EDGAR GUTIERREZ GIRON**

**MISSION SPECIALE SUR LA POLITIQUE AUX DROGUES, GUATEMALA.**

---

« C'est une base de travail incroyablement claire, pratique et utile qui m'a immédiatement fourni des outils dont je peux me servir n'importe où. J'ai trouvé ce travail brillant et impossible à améliorer. J'ai pu utiliser ce que j'ai appris auprès d'un groupe de 30 ou 40 soldats militaires ce matin. Ils étaient intéressés et plein de questions.»

---

**DR. JUDITH YATES**

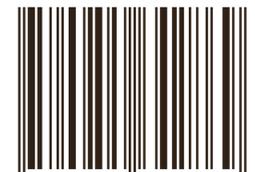
**PHYSICIENNE**

---

**TRANSFORM**  
Getting drugs under control

[www.tdpf.org.uk](http://www.tdpf.org.uk)

ISBN 978-0-9556428-6-9



9 780955 642869 >

£2 | \$3